

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMAG

Pole d'activités Yvon Morandat
1480 avenue d'Arménie
13120 Gardanne

Référence (à rappeler dans toute correspondance) : D-2025-0419-AIX-2024
SPR/2025/758
Code AIOT : 0006401124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement SEMAG implanté La Malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 27/10/2023, l'arrêté ministériel du 07/08/2023 est venu modifier l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

L'article 64 de l'arrêté du 15/02/2016 prévoit que la procédure de réexamen prévue à l'article R.515-70 du Code de l'environnement doit être mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets. Ces conclusions (WT - Waste Treatment) ont été publiées le 17 août 2018.

En l'absence de référentiel spécifique pour les ISDND dans la décision d'exécution 2018/1147 de la Commission européenne, la conformité à l'arrêté du 15/02/2016, modifié par l'arrêté du 07/08/2023 (publié au JO le 27/10/2023), constitue le référentiel du réexamen.

Dans ce cadre, un contrôle a été effectué afin de vérifier la conformité du site avec cette réglementation, notamment sur la thématique incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux autorisée pour 53 000 tonnes/an.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
2	Alarme	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet
4	Exercice défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet
5	Risque de sinistre	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
6	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4	Sans objet
7	OLD	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La prise en compte du risque incendie est conforme aux prescriptions relatives à l'arrêté du 15/02/2016, modifié par l'arrêté du 07/08/2023.

Les moyens techniques de détection et de lutte contre les départs d'incendie sont en place et sont contrôlés régulièrement. Des plans d'implantation sont tenus à jour dans le plan de défense incendie. L'ensemble des documents du plan de défense Incendie est disponible. Ces documents détaillent l'organisation interne pour alerter et agir en cas d'incendie.

Le personnel est régulièrement formé au risque incendie. Le dernier exercice avec les services de secours a été organisé en mai 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection incendie
Prescription contrôlée : <p>La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies définis à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'une caméra thermique de surveillance du casier en exploitation depuis le mois d'octobre 2024.</p> <p>Il justifie son bon fonctionnement par la pratique (nombreuses alertes 2 à 3 fois/jour et vérifications pour levée de doute) et une fois par mois, test officiel formalisé.</p> <p>La température de surveillance de la caméra thermique est différente en période d'exploitation et en dehors des périodes d'exploitation. Le seuil de déclenchement de la température est plus haut en phase d'exploitation, pour éviter une confusion avec les températures élevées émises par les engins de chantier.</p> <p>Cette caméra transmet des images et alerte une plateforme de télésurveillance, qui avertit toute la hiérarchie de la SEMAG pendant les heures d'ouverture et par des appels au personnel d'astreinte en dehors des horaires d'ouvertures.</p> <p>Après la levée de doute, les dirigeants avertissent les secours, et déclenchent l'alarme pour avertir le personnel d'exploitation sur le site.</p> <p>Une ronde est organisée avant le départ du personnel.</p> <p>Un registre des rondes est renseigné chaque jour afin d'assurer la traçabilité de ces rondes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose de téléphones portables et fixes permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Plan défense incendie
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de défense comprenant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie, notamment au travers de deux schémas d'alerte (un pendant les heures d'ouverture du site et un pendant les heures de fermeture).

L'ensemble des personnes à contacter est renseigné avec leurs numéros de téléphone.

Les plans et renseignements facilitant l'intervention des services de secours sont inclus dans ce plan de défense incendie :

- Plan de circulation / Plan de masse
- Plan de Localisation des zones à risques de formation d'atmosphères explosives
- Liste des moyens de protection incendie/Extincteurs
- Liste des substances chimiques présentes sur l'ISDND

Les plans associés au plan de défense incendie sont régulièrement mis à jour (plan de circulation incendie, plan topographique du site, plan des zones ATEX).

Le plan de défense incendie contient également le dernier compte-rendu d'exercice incendie réalisé en commun avec le SDIS ainsi que les attestations de formation à la défense incendie des personnels d'exploitation.

Ce plan de défense incendie informe aussi des actions à entreprendre en cas d'événements tels que :

- Un déversement accidentel entraînant un risque de pollution ;
- Un accident nécessitant l'intervention des secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exercice défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.

Constats :

Dans la matinée du 23 mai 2025, la SEMAG a organisé un exercice incendie en concertation avec la caserne des pompiers de Gardanne. L'exercice consistait à simuler un scénario de départ de feu au niveau de l'unité de valorisation de biogaz (UVB) faisant une victime.

Cet exercice avait pour but de mettre en application la procédure du plan de défense incendie et de vérifier si cette dernière était bien maîtrisée par l'ensemble des acteurs. Il permettait également d'identifier des améliorations possibles dans la conduite à tenir en cas d'événement de ce type et de favoriser les échanges avec les différentes parties prenantes pour en analyser le déroulement. .

Cet exercice a fait l'objet d'un compte rendu avec des pistes d'amélioration dans la transmission de l'alerte incendie à toutes les installations dans l'enceinte du site.

Le personnel est formé et sensibilisé régulièrement sur le risque incendie du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre. Dernière causerie sur ce sujet, le 07 mars 2025 : sensibilisation du fait d'un incendie à la déchetterie qui est voisine de l'ISDND .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risque de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Formation sinistre
Prescription contrôlée : Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : Les employés qui travaillent sur le casier en exploitation disposent des Certificats d'Aptitude à la Conduite d'Engins en Sécurité (CACES) nécessaires à la manipulation des chargeurs en cas d'incendie. 3 personnes ont le CACES et sont tous aptes à conduire le chargeur en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur le risque incendie du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre sous forme de transmission du plan de prévention en amont et du plan de défense incendie aux entreprises extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer, sur l'ensemble du site (casiers Malespine 1 et Malespine 2), de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après qui pourront être complétés en tant que de besoin sur demande des services de secours et qui doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement : - 2 bornes incendie existantes pour Malespine 1, alimentées depuis un réservoir de 1500 m ³ de la Régie des Eaux par l'intermédiaire d'un surpresseur situé en partie basse de Malespine 1 ; - 3 bornes supplémentaires pour le casier Malespine 2 positionnées en accord avec les services incendies et secours. Ces trois bornes seront construites au fur et à mesure de l'avancement des alvéoles en accord avec les services incendies et secours. La seconde borne de ce casier sera mise en service au plus tard le 1 mai 2012 ; - Une réserve supplémentaire de 120 m ³ minimum sera maintenue dans le bassin d'eaux pluviales situé en contrebas tant que les 3 bornes ne sont pas en service simultanément. - Les bornes incendies implantées sur le site doivent pouvoir disposer à tout moment d'un débit de 60 m ³ /h sous 1.1 bars de pression ;

- Une réserve de 120 m³ de matériaux meubles et inertes, prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, est disposée à proximité de chaque alvéole de stockage en cours d'exploitation ;
- Une réserve complémentaire de 120 m³ de matériaux meubles et inertes est disponible.
NB : Ces réserves de matériaux sont uniquement affectées à la lutte contre l'incendie et ne sont pas confondues avec celles nécessaires à la couverture journalière des déchets.
- 1 extincteur à poudre de 6 kg sur chaque engin d'exploitation ;
- 1 extincteur de 50 kg sur roues, situé dans le poste de contrôle ;
- Une coupure d'urgence située à l'extérieur de l'installation de valorisation coupant l'intégralité du réseau électrique de l'installation de valorisation de biogaz ;
- Présence d'engins de terrassement, permettant d'étendre la terre en cas d'incendie ;
- 1 conducteur d'astreinte 24 h24, 7 jours sur 7. Délai de présence sur site environ 20 mn ;
- 1 camion citerne porteur d'eau équipé de moyens de lutte contre l'incendie (en accord avec le centre de Gardanne) ;
- Local incendie permettant le stockage du matériel incendie (tuyaux, lance), du surpresseur incendie, et du groupe électrogène ;
- (...)

Constats :

Les extincteurs ont été contrôlés le 20/06/2025 par la société DEPIIM et les poteaux incendie par la société AXIMA le 24/06/2025.

Sur les 6 poteaux contrôlés (deux pour le casier Malespine 1, un à proximité de la plateforme de valorisation des biogaz et trois pour le casier en exploitation Malespine 2), les débits des poteaux sont tous supérieurs à 60 m³/h.

Une réserve de 120 m³ de matériaux meubles et inertes est disponible à proximité du casier en exploitation, pour la défense incendie.

Une coupure d'urgence est située à l'extérieur de l'installation de valorisation coupant l'intégralité du réseau électrique de l'installation de valorisation de biogaz.

On constate la présence d'engins de terrassement, permettant d'étendre la terre en cas d'incendie.

Un conducteur est d'astreinte 24 h24, 7 jours sur 7.

Ce conducteur peut intervenir sur le site dans un délai d'environ 20 minutes.

L'inspection a constaté la présence sur site d'un camion citerne porteur d'eau équipé de moyens de lutte contre l'incendie et d'un local incendie permettant le stockage du matériel incendie (tuyaux, lances, surpresseur incendie, et un groupe électrogène).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : OLD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, OLD
Prescription contrôlée : <p>L'alvéole en cours d'exploitation est entourée par une bande de cinquante mètres (50 m) comptée en distance horizontale entièrement décapée et maintenue en l'état en permanence ou rendue ininflammable, les voiries d'exploitation de l'installation peuvent faire partie de cet espace. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres. Cette bande décapée de 50 m est complétée par une bande débroussaillée de 100 m et maintenue en état. L'alvéole « grand vent » spécifique définie à l'article 8.4.4 pour recevoir les déchets lorsque le vent est supérieur à 60 km/h est placée dans les conditions les plus sécurisantes vis-à-vis du risque incendie qui pourrait se propager à l'extérieur. En tout état de cause, tout autour de cette alvéole, une bande de soixante quinze mètres (75 m), comptée en distance boisement horizontale est entièrement décapée et maintenue en l'état en permanence, toutefois les plants de mis en place sur l'ancienne décharge, au nord de l'alvéole, sont épargnés. Une zone de cinquante mètres (60 m), comptée en distance horizontale est tenue débroussaillée aux abords extérieurs de la clôture du site en accord avec les propriétaires concernés et les différentes prescriptions réglementaires applicables en la matière. À l'intérieur de la clôture, une zone coupe-feu d'au moins quarante mètres (40 m) de largeur est tenue débroussaillée. L'exploitant réalise un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, en prolongement du casier en cours d'exploitation.</p>
Constats : <p>Le débroussaillage à l'intérieur et à l'extérieur de l'ISDND a été réalisé par la société BAGNIS du 01 juin au 30 juin 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite